

Unité Départementale de l'Isère  
Pôle Territorial - subdivision TS2  
17 boulevard Joseph Vallier  
38040 Grenoble

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL SCIERIE NIER**

Impasse du Petit Rochefort  
38760 Varcès-Allières-et-Risset

Références : Rapport n° 2024-Is034TS2  
Code AIOT : 0006109947

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement SARL SCIERIE NIER implanté Le Cellier 38760 Varcès-Allières-et-Risset. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 7 novembre 2023 rendant redevable la société SCIERIE NIER d'une astreinte administrative journalière pour le site au lieu-dit "le Cellier" sur la commune de Varcès-Allières et Risset (Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL SCIERIE NIER
- Le Cellier 38760 Varcès-Allières-et-Risset
- Code AIOT : 0006109947
- Régime : Déclaration

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation de stockages, par voie humide (aspersion), de bois non traité chimiquement est située en dehors du périmètre de la scierie Nier faisant l'objet d'un arrêté d'autorisation. Elle est cependant exploitée par la scierie Nier.

L'installation est située au lieu-dit Le Cellier ; elle est autorisée par récépissé de déclaration n°27.246 du 28 juin 2000 pour la rubrique 1531 (Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement).

Depuis quelques mois, le site n'est plus géré par Monsieur Jacques NIER - codirigeant de la SARL scierie NIER, mais par Monsieur BONARDI Thierry et par Madame BONARDI Anaïs en cogérances pour le compte de la SARL scierie NIER.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Liquidation partielle d'astreinte pour les points suivants de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 07/11/2023 rendant redevable d'une astreinte administrative journalière :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1 alinéa 1

Liquidation totale d'astreinte pour les points suivants de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 07/11/2023 rendant redevable d'une astreinte administrative journalière :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Quantité d'eau rejetée	Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1-alinéa 2

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Systèmes d'aspersion économes	Arrêté Ministériel du 03/04/2000, article Annexe C	Sans objet
4	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Sans objet
5	Sécheresse – Plan de Sobriété Hydrique (PSH)	Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'inspection du 21/05/2024 donne suite à une liquidation partielle de l'astreinte administrative prise à l'encontre de la SARL SCIERIE NIER en date du 07/11/2023 pour les points listés au paragraphe 2-2) ci-dessus;
- L'inspection du 21/05/2024 donne suite à une liquidation totale de l'astreinte administrative prise à l'encontre de la SARL SCIERIE NIER en date du 07/11/2023 pour les points listés au paragraphe 2-2) ci-dessus;

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1 alinéa 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SARL SCIERIE NIER située sise Le Cellier sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset (38760) , est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cinquante euros (50 €) pour chacun des points suivants visés dans l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2022-12-19 du 23/12/2022. - Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 - Consommation d'eau - dispositif de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. ;  Rappel de la prescription de l'article annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs doivent être relevés toutes les semaines. Le résultat de ces mesures doit être enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le pompage en nappe d'eau souterraine doit être muni d'un dispositif Antiretour.
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare le 21 mai 2024 ne pas avoir muni son installation de prélèvement d'eau (prélèvement dans la nappe) de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée au motif qu'il n'a pas arrosé son stock de bois depuis fin juin 2023. L'Inspection constate que l'exploitant n'a pas demandé de cessation d'activité de son activité pour la rubrique 1531 (Stockages, par voie humide (immersion ou aspersion), de bois non traité chimiquement, la quantité stockée étant supérieure à 1 000 m3), par conséquent l'activité est considérée comme toujours déclarée.
<b>Avis de l'inspection:</b> Non-conforme
<b>Proposition de suites :</b> Liquidation partielle de l'astreinte relative à l'article 1er alinéa 1 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 07/11/2023. Date de début d'astreinte : 15/11/2023 (notification de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 07/11/2023 ) Date de liquidation partielle : 21/05/2024 (date de contrôle) Le montant de l'astreinte administrative pour ce point est de 9 450 euros ( 50 euros par jour du 15/11/2023 au 21/05/2024 inclus soit 189 jours).

## N° 2 : Quantité d'eau rejetée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/11/2023, article 1-alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, quantité d'eau rejetée mesurée journallement ou à défaut évaluée
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SARL SCIERIE NIER située sise Le Cellier sur la commune de Varcès-Allières-et-Risset (38760) , est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de cinquante euros (50 €) pour chacun des points suivants visés dans l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2022-12-19 du 23/12/2022. - Annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 - Quantité d'eau rejetée ;  Rappel de la prescription de l'article annexe A de l'arrêté Ministériel du 03/04/2000 : La quantité d'eau rejetée doit être mesurée journallement ou à défaut évaluée à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées.
<b>Constats :</b>  Pour rappel, lors de l'Inspection du 13/09/2023, l'Inspection avait constaté que l'exploitant n'avait pas mesuré journallement (ou à défaut évalué à partir de la mesure les quantités d'eau prélevées) la quantité d'eau rejetée sur juin 2023, puisque que l'exploitant n'avait pas mis en place de dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée dans la nappe.  Le 21 mai 2024, l'exploitant déclare ne pas avoir mesuré journallement ou à défaut évalué à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées la quantité d'eau rejetée au motif de ne pas avoir arrosé le bois stocké depuis fin juin 2023.  L'Inspection consulte les factures d'EDF du compteur électrique du site de juillet 2023 à avril 2024. L'Inspection constate une consommation de 0 kW sauf pour les mois de juillet 2023, décembre 2023 et avril 2024 où la consommation est de 3kW. L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer cette consommation pour ces 3 mois.
<b>Avis de l'Inspection:</b> L'Inspection considère que l'exploitant a répondu à l'article 1er alinéa 2 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 07/11/2023 compte-tenu des déclarations de l'exploitant (aucun rejet d'eau) et d'une consommation électrique non significative pour la pompe de prélèvement d'eau dans la nappe.  L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'obligation de mesurer journallement ou à défaut évaluer à partir de la mesure des quantités d'eau prélevées la quantité d'eau rejetée dans le cas où l'arrosage soit mis en service (tenu d'un registre de suivi). Ce point peut faire l'objet d'un nouveau contrôle en cas de consommation d'eau.
<b>Proposition de suites :</b> Liquidation totale de l'astreinte relative à l'article 1er alinéa 2 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2023-11-01 du 07/11/2023. Compte-tenu des déclarations de l'exploitant (aucun rejet d'eau) et d'une consommation électrique non significative pour la pompe de prélèvement d'eau dans la nappe, aucune somme ne sera retenue pour ce point.

### N° 3 : Systèmes d'aspersion économes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/04/2000, article Annexe C
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions relatives aux stockages par aspersion
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les systèmes d'aspersion les plus économes en eau sont privilégiés. La quantité d'eau prélevée doit être compatible avec le potentiel du milieu dans lequel elle est prélevée notamment en zone de répartition des eaux. De plus, dans les cours d'eau, un débit minimal permettant de garantir la vie, la circulation et la reproduction des espèces piscicoles doit être maintenu en toute période.
<b>Constats :</b>  L'Inspection constate à la date du 21 mai 2024 que l'exploitant n'a pas arrosé son stock de bois depuis juin 2023 .
<b>Observations :</b>  L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'obligation d'avoir des systèmes d'aspersion les plus économes en eau en cas de mise en service des installations. Ce point peut faire l'objet d'un nouveau contrôle en cas de consommation d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption des restrictions pour ceux aux MTD
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté n°38-2023-07-10-00009 « Arrêté cadre sécheresse » du 10/07/2023 précise que sont exempts les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements ICPE veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.
<b>Constats :</b>  Au 21 mai 2024, le bassin versant n'est pas placé en restriction sécheresse et l'Inspection constate qu'il n'y a pas d'arrosage des bois.  Pour rappel : <ul style="list-style-type: none"><li>- par estimation, l'exploitant avait déclaré lors de l'inspection du 04/10/2022 une consommation annuelle de l'ordre de 25 200 m3/an dans le milieu naturel ( estimation par calcul du fonctionnement de la pompe).</li><li>- le prélèvement réalisé au mois de juin 2023 sans dispositifs de mesure totalisateurs de la</li></ul>

<p>quantité d'eau prélevée permettant de justifier du volume prélevé ce mois là,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en 2023, l'exploitant ne démontrait pas que les besoins en eau utilisée pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.).</li> <li>- en 2023, l'Inspection considérait que l'exploitant n'est donc pas exempté pour le cas 1 (sont exemptées les activités industrielles consommant : moins de 1000 m<sup>3</sup> / an dans le milieu ou moins de 1000 m<sup>3</sup> / an dans le milieu et moins de 7000 m<sup>3</sup> /an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu));</li> <li>- cette installation étant soumise au régime de la déclaration, elle n'est pas réglementée par un arrêté préfectoral, et l'arrêté ministériel rattaché à l'activité ne comporte pas de prescriptions conduisant à une diminution effective selon les seuils de gravité de sécheresse, l'exploitant n'était donc pas exempté pour le cas 2 (2 ème critère d'adaptation : cas de restrictions déjà prescrites par ailleurs (notamment AP du site comportant des prescriptions conduisant à une diminution effective selon les seuils de gravité de sécheresse)).</li> <li>- pour pouvoir bénéficier du 3eme critère d'adaptation, l'exploitant doit réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional disponible à partir du lien internet suivant :<a href="https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydriquecontenu-attendu-et-a23169.html">https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydriquecontenu-attendu-et-a23169.html</a>.</li> </ul> <p>Ce Plan n'avait pas été présenté à l'Inspection lors du contrôle en 2023.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'obligation en cas de déclenchement sécheresse de respecter les restrictions sécheresses si le système d'arrosage des bois est mis en service (si le Plan de Sobriété Hydrique (PSH) n'est pas réalisé et effectif).</p> <p>Ce point peut faire l'objet d'un nouveau contrôle en cas de consommation d'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Sécheresse – Plan de Sobriété Hydrique (PSH)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/07/2023, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption des restrictions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les établissements ICPE souhaitant bénéficier d'exemption déclarent à l'inspection qu'ils relèvent de ce cadre particulier d'application et tiennent à la disposition de l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté permettant de le justifier. Ce PSH sera à mettre à jour au minima tous les 5 ans. La trame type à suivre est mise à disposition par l'inspection des installations classées sur le site internet de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes.  <a href="https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydriquecontenu-attendu-et-a23169.html">https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydriquecontenu-attendu-et-a23169.html</a></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne présente pas le 21 mai 2024 à l'inspection des installations classées un Plan de Sobriété Hydrique(PSH) argumenté permettant de justifier une réduction optimisée des besoins</p>

<p>en eau pour le critère d'exemption (cas 3).</p> <p>Le PSH n'a toujours pas été mis en place malgré le constat de l'inspection en 2023.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Dans le cas où l'exploitant souhaite mettre en route son installation d'arrosage en situation de sécheresse, il ne pourra pas bénéficier d'exemption aux restrictions de consommation d'eau, tant qu'il n'a pas établi de PSH et si ses consommations d'eau annuelle dépassent 1000 m3/an dans le milieu et 7000 m3/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu).</p> <p>Ce point peut faire l'objet d'un nouveau contrôle en cas de consommation d'eau et en situation de sécheresse.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>